

L'enfance juive dans le Midi toulousain de 1939 à 1948 : enjeux et perspectives d'une recherche en cours

Par Noémie Leroy

Sous la direction de Jacques Cantier et Patrick Cabanel

Doctorante en 4^{ème} année, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès (FRAMESPA-CNRS)

Boursière de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah 2025-2026

Version écrite de la présentation orale du séminaire des boursiers de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 19 janvier 2026, Paris

Fin 1944, au lendemain de la libération de Toulouse, une photographie immortalise un groupe d'enfants et d'adultes rassemblés devant l'ancien siège de la Gestapo, rue des Martyrs, ce bâtiment que les Toulousains avaient surnommé pendant l'Occupation le « château de l'horreur ». Ces enfants sont les pensionnaires du SERE (Service d'évacuation et de regroupement des enfants), une branche de l'Armée juive¹, mouvement de Résistance, qui investit dès la Libération ce lieu paradoxal : un espace de répression et de torture devenu refuge pour les enfants juifs. Parmi les adultes qui les entourent figure Gisèle Roman, ancienne résistante de l'Armée juive et du SERE, qui devient à ce moment la directrice du foyer, ainsi que Clara Malraux² et d'autres membres de la communauté juive toulousaine engagés dans le sauvetage. La photographie dit quelque chose d'essentiel de ce que cette thèse cherche à comprendre. Ces enfants réunis devant ces murs portent des trajectoires plurielles et souvent brutalement interrompues. La plupart ont été dispersés et cachés à travers toute la France pendant de longs mois, voire plusieurs années ; certains attendent des nouvelles d'une famille dont ils ont été séparés, d'autres sont orphelins de déportés. La Libération n'efface pas les ruptures. Elle ouvre un temps d'attente et de prise en charge dont les enjeux se prolongent bien au-delà de 1944.

¹ David Knout, *Contribution à l'histoire de la Résistance juive en France, 1940-1944*, Paris, Éditions du Centre, 1947.

² Clara Malraux, *Et pourtant j'étais libre*, préface de François Nourissier, Paris, Grasset, coll. « Les Cahiers rouges », 2006, 220 p.

C'est à ces trajectoires, à ces expériences et à ces processus de reconstruction que cette thèse est consacrée. Elle porte sur l'enfance juive dans le Midi toulousain entre 1939 et 1948, et s'inscrit au croisement de plusieurs champs historiographiques : l'histoire sociale des Juifs de France au XX^e siècle, l'histoire de la Shoah en France et l'histoire de l'enfance en temps de guerre. Elle adopte un double déplacement du regard : d'une part, prendre l'enfance comme point d'observation central, afin de saisir au plus près les expériences et les trajectoires concrètes des enfants juifs ; d'autre part, ancrer cette analyse dans un espace régional, le Midi toulousain, envisagé non comme un simple décor local, mais comme un terrain permettant de restituer dans leur épaisseur les circulations, les réseaux et les pratiques de protection.



Enfants juifs pris en charge par le SERE posant devant le siège de la Gestapo lors de la Libération de Toulouse, 4 rue des Martyrs, fin août 1944 © Archives familiales de Marcel Lahana

Situer la recherche : enjeux historiographiques et positionnement

Depuis les années 1990, l'histoire des enfants en guerre s'est affirmée comme un champ à part entière, porté par les travaux de Manon Pignot et de Stéphane Audoin-Rouzeau, qui ont proposé une approche "à hauteur d'enfant", attentive à la capacité d'agir des enfants même dans des situations de contrainte extrême (agentivité). L'ouvrage collectif dirigé par Laura Hobson

Faure, Manon Pignot et Antoine Rivière a prolongé cette réflexion en faisant des séparations familiales une expérience structurante aux effets durables³. À l'échelle internationale, les travaux de Debórah Dwork, Nicholas Stargardt, Tara Zahra et Joanna Michlic ont montré la centralité de l'expérience enfantine dans l'histoire de la Shoah et des conflits du XX^{ème} siècle, de la persécution à la reconstruction de l'après-guerre.

Cette thèse s'inscrit dans ce mouvement en y apportant une contribution à la fois régionale et chronologique. Le Midi toulousain reste peu exploré sous l'angle de l'enfance juive, malgré les travaux pionniers de Jean Estèbe et les approches micro-historiques sur cette période. Prolonger l'analyse jusqu'en 1948 permet d'intégrer les processus de restitution, de prise en charge et de reconstruction que l'historiographie⁴ a récemment mis en lumière à l'échelle nationale et européenne, mais qui reste quasi inexploré pour cette région.

Définir l'enfance : une catégorie historique, sociale et administrative

Travailler sur l'enfance suppose de s'interroger sur la catégorie elle-même. Dans les années 1930-1940, l'enfance et l'adolescence ne sont pas des catégories étanches et universelles : elles sont construites socialement, administrativement et juridiquement, et leurs contours varient selon les milieux sociaux, les traditions culturelles et les contextes institutionnels. L'adolescence n'existe pas encore, à cette époque, comme catégorie autonome dotée d'un statut propre : la fin de l'enfance est généralement associée à la fin de la scolarité primaire, sanctionnée par l'obtention du certificat d'études, autour de quatorze ans. À partir de cet âge, on peut déjà être considéré comme adulte dans de nombreux cadres sociaux.

Ce qui retient l'attention, ce n'est pas tant la borne d'âge en elle-même que la grande variabilité des seuils dans les dispositifs de persécution. Certaines rafles excluent explicitement les moins de seize ans, paradoxalement protégés par les modalités d'application des mesures antisémites. Cette variabilité est révélatrice : la persécution ne reprend pas les catégories sociales existantes, elle les redéfinit et les instrumentalise selon ses propres logiques⁵. C'est donc moins une définition universelle de l'enfance que les exigences du terrain et des sources qui ont guidé le cadre retenu ici : une tranche d'âge allant de 0 à 16 ans, avec une certaine souplesse pour les adolescents qui, selon les contextes, sont traités à la fois comme des enfants

³ Laura Hobson-Faure, Manon Pignot, Antoine Rivière (dir.), *Enfants en guerre. « Sans famille » dans les conflits du XX^e siècle*, Paris, CNRS, 2023

⁴ Voir les travaux de Camille Mahé, Zoé Grumberg, Laure Fourtage, Laura Hobson-Faure, Katy Hazan, Daniella Doron, Tara Zahra, Joanna Michlic

⁵ Archives nationales, 3W91, boîtes 1 et 2 (microfilms)

et comme des adultes. Ce cadre permet de saisir la diversité des expériences enfantines, depuis les nourrissons dont la survie dépend entièrement des adultes, jusqu'aux adolescents capables de prendre des décisions et de participer activement à leur propre protection. C'est précisément cette capacité d'agir (l'agentivité des enfants) qui constitue l'un des fils directeurs de cette thèse. Les enfants juifs pendant la guerre ne sont pas uniquement des victimes ou des bénéficiaires passifs du sauvetage : ils négocient leur identité, apprennent à se taire, s'adaptent à de nouveaux milieux et participent à l'économie des protections qui les entourent. Rendre compte de cette dimension active ne signifie pas minorer les violences et les traumatismes, mais restituer aux enfants leur statut de sujets historiques à part entière.

Le Midi toulousain : un espace de passage, d'internement et de sauvetage

Le choix du Midi toulousain comme terrain d'enquête n'est pas seulement un choix de commodité géographique : c'est un choix historiographique et analytique. Structuré autour de Toulouse comme pôle administratif, communautaire et logistique majeur, cet espace présente des caractéristiques qui en font un terrain d'observation particulièrement riche pour comprendre les dynamiques de la persécution et du sauvetage des enfants juifs.

Dès les années 1920 et 1930, la région est marquée par des vagues migratoires successives, qui font de Toulouse et de son pourtour un espace de brassage et d'accueil aux populations très diverses. Cette présence ancienne de populations réfugiées explique en partie la mise en place précoce de réseaux d'assistance et de solidarité, ainsi que la vitalité des organisations communautaires qui jouent un rôle décisif pendant la guerre. Avant la guerre, la présence juive à Toulouse est à la fois modeste et fragmentée. Jean Estèbe évalue la population juive toulousaine à un millier ou quelques centaines de personnes de plus, réparties entre des groupes aux origines, aux langues et aux pratiques religieuses si différentes qu'elles ne forment pas à proprement parler une communauté unifiée. Des familles françaises anciennes et des Alsaciens installés après 1871 côtoient des Séfarades venus de l'Empire ottoman dans les années 1920, puis des Ashkénazes fuyant les persécutions d'Europe centrale dans les années 1930⁶. C'est cette population hétérogène que la guerre va brutalement recomposer.

Entre 1940 et novembre 1942, la région se trouve en zone non occupée, ce qui lui confère un statut de « refuge » relatif. Ce statut n'implique pas l'absence des persécutions (les lois de Vichy s'appliquent dès l'été et surtout à l'automne 1940), mais l'absence de présence

⁶ Jean Estèbe, *Les Juifs à Toulouse et en Midi toulousain au temps de Vichy*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1996.

allemande directe offre une marge de manœuvre qui favorise l'installation de familles fuyant la zone occupée. Le Midi toulousain devient également une « zone d'internement »⁷, avec la présence de nombreux camps dans la région : Gurs, Noé, Récébédou, Rivesaltes notamment, dans lesquels des enfants juifs sont retenus avec leurs familles dans des conditions dramatiques.⁸

C'est aussi dans ce contexte que s'ancre la richesse des réseaux de sauvetage qui font la singularité de cette région. La conjonction entre flux de populations, traditions d'accueil, ruralité, présence d'organisations communautaires actives et résistance politique favorise l'émergence précoce de dispositifs de protection des enfants. Les organisations juives telles que l'OSE (Œuvre de secours aux enfants) et les Éclaireurs israélites de France y sont présentes et actives. Des réseaux protestants et interconfessionnels comme la CIMADE, les *Quakers*, ainsi que des organisations humanitaires comme la Croix Rouge Suisse-Secours aux enfants, jouent également un rôle important encore insuffisamment étudié dans la protection des enfants juifs. Des personnalités épiscopales comme Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, dont la lettre pastorale d'août 1942 condamna publiquement les rafles, contribuent à créer un environnement relativement favorable au sauvetage.

Sur le plan géographique, l'enquête part initialement de la Haute-Garonne, mais s'étend aux départements limitrophes (Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Gers, Ariège, Aveyron) lorsque les trajectoires d'enfants, les réseaux de sauvetage et les sources le justifient. Plutôt qu'un strict respect des découpages administratifs, cette thèse adopte une approche fondée sur l'analyse des réseaux et des mobilités, en suivant les circulations d'enfants, les déplacements liés aux placements, aux cachettes et aux institutions d'accueil. Cette perspective permet de saisir la logique régionale, et parfois nationale, des dispositifs de protection.

1939-1948 : trois temps de l'enfance en guerre

La chronologie retenue, de 1939 à 1948, reflète un choix interprétatif. Elle vise à comprendre l'enfance juive dans le Midi toulousain comme une expérience continue, qui englobe à la fois les ruptures inaugurales de 1939 et les processus de prise en charge et de reconstruction qui se prolongent bien au-delà de la Libération.

⁷ Expression de Jean Estèbe

⁸ Denis Peschanski, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002.

Un premier temps, de 1939 à 1942, est celui de l'entrée dans la vulnérabilité : désorganisation des cadres familiaux et scolaires, exclusion progressive par les politiques antisémites de Vichy, internement dans les camps de la région. Un second temps, de 1942 à 1944, s'ouvre avec la bascule des rafles, qui transforme la menace en danger existentiel et impose la clandestinité, la dispersion et le sauvetage. Un troisième temps, enfin, de la Libération jusqu'en 1948, est celui d'une sortie de guerre longue : retrouvailles, deuil, prise en charge éducative et identitaire, et pour certains, départ vers l'étranger, notamment la Palestine.

Vivre la guerre : ruptures et vulnérabilités enfantines

Avant même la guerre, les enfants juifs présents dans la région ne forment pas un groupe homogène. Certains appartiennent à des familles françaises installées de longue date, insérées dans la société républicaine et scolarisées dans des cadres relativement stabilisés. D'autres sont déjà des enfants de l'exil, venus d'Europe centrale ou orientale avec leurs familles, souvent confrontés à la précarité économique, à l'instabilité administrative et à l'expérience du déracinement. Cette hétérogénéité initiale est décisive pour comprendre la diversité des trajectoires pendant la guerre.

L'entrée en guerre produit d'abord une désorganisation du quotidien. Les photographies de Germaine Chaumel saisissent ce moment de basculement avec une acuité particulière : un petit garçon seul sur le quai de la gare Matabiau, à Toulouse, en 1939 ; des jeunes réfugiés juifs belges photographiés en 1940, après avoir fui leur pays dans le désordre de l'exode. Ces images disent la brutalité des séparations, la précarité des situations, l'incertitude des lendemains. La mobilisation militaire prive de nombreuses familles de leurs pères, tandis que les déplacements liés à l'exode rompent brutalement les continuités scolaires et affectives.

À partir de l'automne 1940, les lois antisémites du régime de Vichy organisent une mise à l'écart juridique et sociale. Ces textes entraînent des évictions scolaires et des restrictions visant les familles. Pour ces enfants, la scolarité, cadre structurant de la vie quotidienne, lieu des sociabilités enfantines, espace d'intégration républicaine, se trouve fragilisée, parfois interrompue, mais aussi contournée selon les contextes. Dans les camps d'internement de la région, des organisations comme l'OSE, la CIMADE et la Croix Rouge Suisse-Secours aux enfants s'efforcent de maintenir des espaces éducatifs pour les enfants retenus avec leurs parents, et participent, dans certains cas, à leur libération des camps. Mais les conditions de vie, la faim, la promiscuité, la maladie, l'incertitude, transforment profondément l'expérience de ces enfants, dont l'enfance se construit désormais en dehors des cadres ordinaires.

L'année 1942 représente le basculement le plus radical. Les rafles qui se déroulent dans la zone non occupée, notamment la grande rafle du 26 août, touchent directement le Midi toulousain. Pour les enfants juifs et leurs familles, la menace devient existentielle. Les familles doivent prendre des décisions dans l'urgence, parfois irréversibles. Survivre suppose désormais de cesser d'être visible. On les disperse, on les cache, on les confie à d'autres familles, on leur attribue de nouvelles identités. Paradoxalement, sauver un enfant consiste à organiser sa disparition sociale pour empêcher sa disparition physique.



Jeunes réfugiés juifs belges en 1940, Toulouse © Germaine Chaumel, collection appartenant à Pilar Martínez Chaumel

Protéger, cacher, sauver : réseaux, acteurs et pratiques

Dans la France de l'entre-deux-guerres, marquée par les inquiétudes natalistes et les préoccupations démographiques issues de la Première Guerre mondiale, l'enfant apparaît comme une ressource rare et précieuse. Cette perception confère à la protection des enfants une signification particulière, à la fois vitale, morale et politique, et explique en partie le développement précoce, dès les années 1930, d'organisations spécialisées dans la prise en charge des enfants juifs réfugiés.

Les dispositifs de protection mobilisent une pluralité d'acteurs aux logiques et aux ressources très différentes. Parmi les organisations juives, les Éclaireurs israélites de France

occupent une place singulière. Installés à Moissac dès décembre 1939, ils y développent un modèle éducatif alliant scoutisme juif et travail manuel, progressivement reconverti en dispositif de protection à partir de septembre 1939 et particulièrement à l'été 1942, avec la création du réseau clandestin de la Sixième. Sous la direction de Shatta et Bouli Simon, la Maison de Moissac devient à la fois un centre d'accueil, un nœud logistique de la clandestinité et, après la Libération, un lieu de reconstruction éducative et professionnelle avec l'ouverture du Centre Maurice-et-Daniel-Fleg⁹. L'OSE, également présente dans le Midi toulousain, structure pour sa part des filières de placement clandestin à travers le circuit Gare¹⁰.

Des réseaux catholiques s'engagent aux côtés de ces organisations juives, faisant du sauvetage une entreprise qui dépasse les frontières confessionnelles. Autour de Mgr Saliège, dont la lettre pastorale d'août 1942 condamna publiquement les rafles, se déploie depuis Toulouse un ensemble d'institutions mobilisées pour accueillir des enfants menacés. Plusieurs personnalités ecclésiastiques partagent et relaient ses convictions : Mgr Théas, évêque de Montauban, et Mgr Moussaron, évêque d'Albi, prennent eux aussi publiquement position contre les persécutions et s'impliquent activement dans leur protection. Mgr de Courrèges d'Ustou, évêque auxiliaire de Toulouse, assure une part essentielle de la coordination financière et logistique, tandis que Mgr Bruno de Solages, recteur de l'Institut catholique de Toulouse, fait de cette institution un foyer de résistance intellectuelle et d'accueil pour les réfugiés. Louise Thèbe, responsable du Secrétariat des œuvres catholiques et directrice de l'Œuvre Sainte-Germaine, en constitue l'un des rouages opérationnels essentiels, orientant les enfants vers des lieux sûrs à travers toute la région. Le pensionnat Notre-Dame-de-Massip, à Capdenac-Gare en Aveyron, en offre un exemple particulièrement documenté : sous la direction de Denise Bergon et Marguerite Roques, 83 enfants y sont cachés entre 1942 et 1944, dans un espace à la fois protégé et porteur de tensions identitaires pour des enfants contraints de dissimuler leur judéité¹¹. Autour de ce pensionnat gravite une constellation de refuges, orphelinats, couvents, presbytères, fermes, dont l'action complémentaire illustre comment la protection repose moins sur des initiatives isolées que sur un tissu de solidarités interconnectées.

⁹ François Boulet, *Moissac 1939-1945 : Résistants, Justes et Juifs*, Éditions Ampelos, 2016.

¹⁰ Sabine Zeitoun, *L'OSE : une œuvre juive humanitaire dans la tourmente (1938-1944)*, Paris, L'Harmattan, 1990. Katy Hazan, avec la participation de Klarsfeld Serge, *Le sauvetage des enfants juifs pendant l'Occupation dans les maisons de l'OSE, 1938-1945*, Paris, Somogy éditions d'Art / OSE, 2008

¹¹ Jean-Pierre Denis, *Nos enfants de la guerre*, Seuil, mars 2002.

Ce tissu s'étend bien au-delà des grandes organisations. Des familles d'accueil, des instituteurs, des voisins, des curés de village, des fonctionnaires locaux parfois ambivalents participent à ces dispositifs de protection diffuse. Parmi ces acteurs, les femmes occupent une place centrale : éducatrices, religieuses, assistantes sociales, mères d'accueil, elles assurent souvent le quotidien du sauvetage et sont les premières en contact avec les enfants. Pourtant, leur rôle est largement effacé des récits mémoriels d'après-guerre, qui ont privilégié les figures masculines des organisations de résistance. Réintroduire ces engagements féminins permet de saisir une dimension essentielle du sauvetage : celle des pratiques ordinaires, des relations affectives et des solidarités discrètes sans lesquelles aucun dispositif de protection n'aurait été possible¹².

La dimension du genre traverse également les dynamiques internes des organisations de sauvetage. Chez les EIF, par exemple, le fait de faire vivre ensemble garçons et filles dans les fermes-écoles de Lautrec ou de Charry, pratique inhabituelle pour l'époque, pouvait susciter l'interrogation des populations locales¹³. Par ailleurs, certaines femmes utilisaient les stéréotypes de genre à leur avantage, leur apparence ordinaire de mères ou d'assistantes sociales leur permettant de circuler et de transporter des enfants sans éveiller les soupçons. Le prisme du genre, ici seulement esquissé, sera développé de manière approfondie dans le cadre de cette thèse.

Dans ces situations de grande vulnérabilité et de dépendance extrême, des abus ont pu se produire. Séparés de leurs parents, confiés à des inconnus et condamnés au silence sous peine de mettre leur vie en danger, les enfants cachés se trouvaient dans une position de fragilité radicale. Ce sujet demeure largement tabou, et les sources sont rares et lacunaires. Pourtant, à l'écoute des témoignages recueillis, la parole se délie peu à peu, parfois par sous-entendus, parfois de façon plus explicite. Ces traces fragiles permettent d'en approcher la réalité. Évoquer cette dimension ne remet pas en cause l'importance des dispositifs de protection, mais permet de restituer toute la complexité humaine de ces situations, trop souvent absente des récits mémoriels.

¹² Patrick Cabanel, *Chère Mademoiselle ... Alice Ferrières et les enfants de Murat, 1941-1944*, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2010.

¹³ Simon Louvet, *Femmes en guerre : assignations, sauvetages, résistances. Le rôle des femmes dans la Résistance de la montagne du Tarn, 1939-1945*, Mémoire de Master 2 sous la direction de Laura Hobson Faure, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2024.

Daniel Lee, *Pétain's Jewish Children*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

Grandir caché constitue une expérience sociale et psychologique spécifique, marquée par le changement d'identité, le silence imposé, l'adaptation permanente à d'autres milieux et la peur constante. Ces enfants doivent apprendre à se taire sur leur nom, leur famille, leur religion. Ils adoptent de nouveaux prénoms, apprennent à se conformer à des codes culturels qui ne sont pas les leurs. Le sauvetage apparaît ainsi simultanément comme un espace de protection et comme un lieu de transformation durable de l'enfance. Les enfants vivent dans un temps suspendu dont les effets se prolongent bien au-delà de la guerre.



Enfants juifs cachés au pensionnat Notre-Dame-de-Massip à Capdenac-Gare (Aveyron) entre 1942-1944 ©Archives de Denise Bergon

L'après-guerre : restitutions, trajectoires et devenirs (1944-1948)

La Libération n'efface pas les ruptures produites par cinq années de guerre. Elle inaugure un temps d'attente, de deuil et d'incertitude dont les enjeux restent longtemps suspendus. Pour les enfants qui ont survécu, l'après-guerre pose des questions d'une redoutable complexité : où aller, avec qui, comment retrouver une famille dispersée ou décimée, comment renouer avec une identité malmenée par des années de clandestinité ?

Deux foyers du Midi toulousain permettent d'analyser ces processus de prise en charge à partir de logiques institutionnelles distinctes. Le premier est le foyer ouvert à Toulouse à la

Libération par le SERE, devenu par la suite l'OPEJ (Œuvre de protection des enfants juifs), installé dans l'ancien siège de la Gestapo au 4 rue des Martyrs. Ce foyer est l'émanation directe d'un mouvement de résistance juif sioniste engagé pendant la guerre dans la lutte armée et le sauvetage, l'Armée juive. Il accueille des enfants et des adolescents orphelins ou en attente de retrouver leur famille, et fonctionne jusqu'en 1947-1948.

Le second foyer est celui des EIF à Moissac. Après la guerre, les Éclaireurs israélites poursuivent et réorganisent un travail éducatif et de protection engagé dès les années 1930, profondément transformé par la clandestinité. Ils créent notamment un centre d'apprentissage destiné à des adolescents juifs, parfois orphelins, parfois rescapés de la déportation, ainsi que des structures d'accueil pour les plus jeunes. La continuité institutionnelle des EIF contraste avec le caractère plus improvisé du foyer toulousain, né dans l'urgence de la Libération : elle permet d'inscrire l'encadrement des jeunes survivants dans un cadre éducatif de long terme, ancré dans la tradition du scoutisme juif. Ces deux foyers illustrent ainsi des modalités distinctes de prise en charge, entre réponse à l'urgence issue du sauvetage et inscription dans un projet éducatif de long terme.

La question des migrations est à cet égard centrale. Si certains enfants restent en France, d'autres migrent entre 1945 et 1948, notamment vers la Palestine. Une photographie conservée dans les archives privées d'une monitrice du foyer toulousain du SERE montre le premier départ en Palestine de certains enfants juifs, depuis la gare Matabiau de Toulouse, le 28 juin 1945. Ces départs témoignent de la diversité des trajectoires des jeunes survivants et de la pluralité des avenir possibles que les institutions juives d'après-guerre cherchent à leur ouvrir.

La question des orphelins constitue un défi humanitaire, juridique et éducatif considérable dans l'immédiat après-guerre. Ces enfants se trouvent dans une situation juridique inédite : leurs parents ont été déportés et assassinés, mais le droit français n'est pas préparé à traiter cette situation, créant un vide que les organisations juives et les institutions de l'État vont devoir négocier. La réalité est plus complexe que la seule figure de l'orphelin : selon les principales organisations de protection de l'enfance, environ 40 % des enfants dits « orphelins » ont en réalité leurs deux parents vivants à la fin de la guerre, et 34,5 % ont l'un des deux, mais leurs familles, trop fragilisées par les conséquences de la Shoah, ne sont pas en mesure de les prendre en charge¹⁴. La restitution des enfants cachés à leurs familles et la tutelle des orphelins,

¹⁴ Daniella Doron, « La famille après la Shoah : les maisons d'enfants à l'épreuve de la reconstruction », *Archives Juives*, vol. 52, n° 2, 2019, p. 44-64

au cœur des préoccupations des institutions juives d'après-guerre, suscitent de nombreux conflits¹⁵. Ceux-ci opposent organisations juives, familles d'accueil, Églises et État, mais traversent aussi le monde juif lui-même, entre des organisations aux projets éducatifs et politiques profondément divergents. L'OSE, les EIF et la Commission centrale de l'enfance, liée aux milieux communistes juifs, défendent des conceptions différentes de ce que doit être l'avenir des jeunes survivants : insertion en France, transmission de l'identité juive, formation professionnelle ou engagement politique¹⁶. Saisir ces situations dans leur complexité oblige à penser l'après-guerre non comme un retour à la normale, mais comme un moment de redéfinition douloureuse des identités et des appartenances.

Cette thèse s'inscrit au croisement de l'histoire sociale des Juifs de France, de l'histoire de la Shoah et de l'histoire de l'enfance en guerre. En croisant les trajectoires individuelles des enfants avec l'analyse des cadres institutionnels et de l'espace régional, elle cherche à restituer la diversité des expériences depuis la persécution jusqu'à la sortie de guerre. Elle s'inscrit également dans une réflexion plus large sur ce que signifie grandir en temps de guerre et de violence extrême. Ce faisant, elle entend contribuer à un champ historiographique en plein essor, attentif à la place des enfants comme sujets historiques à part entière et aux processus de prise en charge dans l'immédiat après-guerre, une période encore peu étudiée pour le Midi toulousain. C'est cette articulation, à partir de sources en grande partie inédites, que cette thèse cherche à construire.

¹⁵ Catherine Poujol, *Les Enfants cachés, l'affaire Finaly (1945-1953)*, Paris, Berg International, 2006

¹⁶ Zoé Grumberg, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français après la Libération*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025